



À Paris, le 1<sup>er</sup> Février 2021.

**Objet : Projet « Hercule »**

Monsieur le Premier Ministre,

Depuis plusieurs mois, le Gouvernement négocie avec la Commission européenne les conditions d'une réforme de l'ARENH articulée à une réorganisation d'EDF sur la base d'un projet connu sous le nom d'Hercule, que le Président de la République, Emmanuel Macron, nourrissait déjà en 2016 lorsqu'il était Ministre de l'Économie et des Finances.

Ce projet a fait l'objet de nombreux articles dans la presse qui seuls ont permis aux Parlementaires, mais également aux organisations syndicales représentatives des personnels du groupe EDF, et à la population, de commencer à en cerner plus précisément les contours et à en mesurer les impacts considérables.

Sur ce projet, les parlementaires ont interpellé publiquement l'exécutif à de multiples reprises à l'occasion de leurs travaux à l'Assemblée Nationale et au Sénat, notamment lors des séances de questions au Gouvernement, mais aussi durant les semaines de contrôle, et aussi lors des débats à propos de la loi de programmation de l'énergie.

Le gouvernement n'a toutefois pas accepté de descendre dans l'arène pour dire publiquement ce qu'il prépare, ce qu'il négocie pour EDF, ce qu'il veut faire de cet outil républicain, ce fleuron industriel, créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui a construit l'indépendance énergétique de la France, tout en permettant d'assurer une sécurité d'approvisionnement en électricité décarbonée pour l'ensemble du pays et de nos concitoyens, ainsi qu'en garantissant une péréquation tarifaire pour l'électricité symbole d'égalité, de solidarité et d'unité nationale.

La question de la production électrique est centrale pour notre souveraineté énergétique comme pour le défi climatique. La question du transport, de la distribution et de la commercialisation de l'électricité doit être la priorité de l'État, car, garantissant l'accès à ce prix de première nécessité à tous les français sur l'ensemble du territoire et au même prix.

L'avenir d'EDF, qui constitue le patrimoine des Français, qui produit un bien de première nécessité à tous particuliers, entreprises et services, est un formidable outil de compétitivité économique envié par nos voisins. Cet avenir de la plus stratégique de nos entreprises, que vous êtes en train de discuter dans la plus grande opacité ne peut se dessiner sans qu'un minimum d'informations soient portées en transparence à la connaissance des Français autrement que par des fuites dans la presse et ce avant même qu'il soit débattu par la représentation nationale.

C'est la raison pour laquelle, nous, parlementaires, représentant du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine, du groupe de la France Insoumise, du groupe Libertés et Territoires, du groupe Les Républicains, du groupe Socialistes et apparentés, et des députés non-inscrits, avons multiplié les interpellations sur ce fameux projet Hercule.

C'est la raison pour laquelle, nous, fédérations syndicales représentatives de la Branche des industries Electriques et Gazières, FNME-CGT, FCE-CFDT, FO-Energie et Mines, et CFE-Énergie, avons massivement mobilisé les salariés lors de différents mouvements sociaux pour demander le retrait de ce projet.

Nous vous demandons désormais, solennellement, une audience dans les meilleurs délais pour être informés des intentions gouvernementales s'agissant de la réforme de l'ARENH et de l'avenir d'EDF.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, nos sincères salutations.

**Les 83 député(e)s signataires :**

Sébastien Jumel,  
Julien Aubert,  
Clémentine Autain,  
Delphine Bagarry,  
Delphine Batho,  
Marie-Noëlle Battistel,  
Thibault Bazin,  
Ugo Bernalicis,  
Gisèle Biémouret,  
Jean-Louis Bricout,  
Jean-Yves Bony,  
Jean-Luc Bourgeaux,  
Alain Bruneel,  
Marie-George Buffet,  
Emilie Cariou,  
Jacques Cattin,  
André Chassaigne,  
Guillaume Chiche,  
Alexis Corbière,  
Eric Coquerel,  
Alain David,  
Charles de la Verpillière,  
Pierre Dharréville,  
Jeanine Dubié,  
Jean-Paul Dufrègne,  
Elsa Faucillon,  
Olivier Faure,  
Caroline Fiat,  
Albane Gaillot,  
Guillaume Garot,  
Philippe Gosselin,  
Christian Hutin,  
Chantal Jourdan,  
Régis Juanico,  
Hubert Julien-Lafférière,  
Marietta Karamanli,  
Bastien Lachaud,  
François-Michel Lambert,  
Jérôme Lambert,  
Michel Larive,  
Jean-Paul Lecoq,  
Karine Lebon,  
Serge Letchimy,  
Gérard Leseul,  
Josette Manin,  
Jean-Luc Mélenchon,  
Paul Molac,

**Les organisations syndicales représentatives :**

FNME CGT – Sébastien Menesplier  
FCE-CFDT – Dominique Bousquenaud  
CFE Énergies – Hélène Lopez  
FO Énergie et Mines – Vincent Hernandez

Sébastien Nadot,  
Philippe Naillet,  
Jean-Philippe Nilor,  
Danièle Obono,  
Matthieu Orphelin,  
Mathilde Panot,  
Stéphane Peu,  
Sylvia Pinel,  
Christine Pires-Beaune,  
Bérangère Poletti,  
Dominique Potier,  
Loïc Prud'homme  
Adrien Quatennens,  
Didier Quentin,  
Valérie Rabault,  
Jean-Hugues Ratenon,  
Muriel Ressiquier,  
Claudia Rouaux,  
Fabien Roussel,  
Sabine Rubin,  
François Ruffin,  
Isabelle Santiago  
Hervé Saulignac,  
Jean-Marie Sermier,  
Gabriel Serville,  
Benoît Simian,  
Aurélien Taché,  
Bénédicte Taurine,  
Sylvie Tolmon,  
Boris Vallaud,  
Michel Vialay,  
Michèle Victory  
Cédric Villani,  
Stéphane Viry,  
Martine Wonner,  
Hubert Wulfranc.